



Côte d'Ivoire

Évaluation environnementale post-conflit

Résumé

Résumé

La République de Côte d'Ivoire se trouve en Afrique de l'Ouest et partage des frontières avec le Libéria et la Guinée à l'ouest, le Ghana à l'est, et le Mali et le Burkina Faso au nord ; l'océan Atlantique se trouve au sud. Le pays couvre une superficie de 322 463 km², dont 318 003 km² de terres et 4 460 km² d'eau. Selon les estimations de la Banque mondiale, la Côte d'Ivoire a une population de 20,81 millions d'habitants, qui est répartie sur 31 régions administratives, douze districts et deux districts autonomes.

La Côte d'Ivoire a obtenu son indépendance de la France en août 1960 et, dans les deux décennies qui ont suivi, le pays a fait d'énormes progrès économiques grâce à la croissance de l'exportation de divers produits agricoles, principalement le cacao. Lorsque le cours du cacao a commencé à chuter dans les années 1980, le pays a d'abord connu un déclin économique puis il a été en proie à des troubles politiques dans les années 1990. Un coup d'État militaire a eu lieu en 1999 et le conflit a éclaté et s'est généralisé en 2000. Malgré les efforts de réconciliation des principaux acteurs politiques, une mutinerie de soldats mécontents à Abidjan s'est transformée en rébellion à grande échelle en 2002. Les rebelles du Mouvement patriotique de

Côte d'Ivoire ont pris le contrôle du nord du pays des mains du gouvernement national ; dès lors, la Côte d'Ivoire a été concrètement régie comme deux unités administratives distinctes, avec une zone tampon (appelée zone de confiance) au milieu. Abidjan a continué d'être la capitale de facto du gouvernement national, tandis que Bouaké, juste au nord de la zone de confiance, a été la capitale de facto des forces qui contrôlaient la partie du pays située au nord de la zone.

En 2010, après une décennie de négociations, des élections ont eu lieu, auxquelles ont pris part tous les grands partis politiques. Les habitants de toutes les zones géographiques et de tous les milieux sociaux du pays ont voté. La commission électorale indépendante de la Côte d'Ivoire a déclaré Alassane Ouattara vainqueur, mais le président sortant, Laurent Gbagbo, n'a pas concédé la défaite. Des violences ont alors éclaté une fois de plus. En avril 2011, les forces fidèles à Alassane Ouattara ont capturé Laurent Gbagbo et, en mai 2011, Ouattara a pris ses fonctions de président.

Le nouveau Gouvernement ivoirien, qui est arrivé au pouvoir après les élections de 2010, a officiellement demandé au PNUE d'effectuer une évaluation environnementale post-conflit (EEPC). En réponse à cette demande, le PNUE a mené une étude



Plusieurs experts locaux ont participé à la mission d'évaluation



La déforestation en cours est une grande source d'inquiétude

documentaire et des analyses de télédétection, et a défini la portée des travaux sur le terrain avec le gouvernement. Ces travaux ont eu lieu en juin et août 2013, et un certain nombre d'experts nationaux y a participé. Des analyses chimiques des échantillons et d'autres études de télédétection ont été menées entre août et octobre 2013. Au cours de l'année 2014, le projet de rapport a été préparé et soumis au gouvernement et aux examinateurs externes.

Le rapport a examiné les questions environnementales suivantes, qui avaient des liens directs ou indirects avec le conflit :

- les forêts, notamment les parcs nationaux et les forêts classées ;
- la dégradation de l'environnement de la lagune Ébrié ;
- les problèmes environnementaux liés à l'expansion urbaine non planifiée ;
- l'exploitation minière industrielle et artisanale et son empreinte environnementale ; et
- le risque de déversement d'hydrocarbures le long du littoral ivoirien.

En outre, l'étude a également examiné la façon dont les institutions chargées de la gestion des ressources naturelles et de la gouvernance environnementale ont été touchées par le conflit.

Principales conclusions

1. La déforestation, importante et continue, est causée principalement par la transformation des forêts classées en terres agricoles. La situation est grave ; si le problème n'est pas abordé dans sa totalité, il ne sera peut-être pas possible de conserver suffisamment de forêts en Côte d'Ivoire pour assurer leur durabilité écologique.
2. Tous les parcs nationaux du pays ont été touchés par le conflit, certains plus durement que d'autres. Les parcs nationaux de la Comoé et de la Marahoué ont perdu une proportion importante de flore et de faune tandis que la flore du parc national de Taï a été peu affectée. En revanche, la population animale dans le parc national de Taï, en particulier les chimpanzés, a été gravement affectée et a diminué de moitié environ.
3. La population de la ville d'Abidjan a doublé au cours de la période de conflit alors que l'offre de services urbains a stagné ou s'est dégradée. Cela a entraîné toute une série de problèmes environnementaux, notamment la pollution de l'eau, l'élimination inadéquate des déchets dangereux et municipaux, et la dégradation importante des terres.
4. La lagune Ébrié, qui était déjà considérablement polluée avant le conflit, l'a encore été davantage en raison de décharge de déchets solides et liquides, et



La population d'Abidjan a doublée depuis 2001

- de la récupération non planifiée de terres. Des traces de métaux lourds et de pollution par les pesticides ont été trouvées dans les poissons de la lagune Ébrié ; ce problème doit être résolu de toute urgence pour mieux protéger la santé de la communauté.
5. Le secteur minier en Côte d'Ivoire n'a pas suivi le même rythme que ses voisins, en raison principalement de l'insécurité due aux conflits. Les investissements dans les mines industrielles sont limités alors que le secteur de l'exploitation minière artisanale est en plein essor. Ce dernier connaît de graves problèmes sanitaires et sécuritaires, qui doivent être résolus.
 6. Le risque qu'un déversement d'hydrocarbures affecte la Côte d'Ivoire a augmenté considérablement au cours de la période de conflit en raison de l'exploration pétrolière accrue dans le golfe du Guinée, notamment dans les eaux ivoiriennes. Cependant, les capacités à faire face à un déversement d'hydrocarbures se sont en réalité dégradées, rendant le pays doublement vulnérable.
 7. Les responsabilités en matière de gestion environnementale de nombreux ministères et institutions en Côte d'Ivoire se recoupent. Ces différents départements ne coordonnent pas tous efficacement leur action, ce qui accroît les problèmes environnementaux auxquels est confronté le pays.

Principales recommandations

L'étude propose un certain nombre de recommandations techniques pour faire face aux différents défis environnementaux auxquels est confronté le pays. Il ressort clairement de tous les témoignages et analyses présentés dans le rapport que la Côte d'Ivoire doit faire face à de nombreux défis environnementaux. Les causes de la dégradation de l'environnement de la Côte d'Ivoire sont complexes. Les mesures correctives devront aller bien au-delà des solutions techniques aux problèmes environnementaux individuels qui sont mentionnés dans le présent rapport. Des actions plus vastes doivent être entreprises pour remettre le pays sur la voie d'une croissance durable et refaire de lui un modèle pour toute l'Afrique.

Bien que le pays soit confronté à un certain nombre de défis importants en matière de durabilité environnementale, de nombreux aspects sont encourageants. La densité de la population est encore faible (environ 60 personnes par km²), et seul 50 pour cent de la population vit encore dans les zones rurales. La plupart des terres sont propices à l'agriculture car elles sont situées sous les tropiques et ne subissent pas des conditions météorologiques extrêmes. Le pays a beaucoup de ressources de grande valeur (comme le pétrole, le cuivre, l'or) et, en raison de sa situation géographique, il pourrait bien devenir le centre de services de la région.

La Côte d'Ivoire a également la chance d'avoir une situation politique qui est à présent plus stable ; les grandes hostilités entre les deux formations rivales ont cessé et le gouvernement est désormais légitime et reconnu par la communauté internationale. À l'exception de quelques zones isolées dans l'ouest, la paix et un état d'esprit de confiance et de sécurité croissantes règnent à travers le pays, ce qui contribuera à stimuler le développement. En outre, même si une grande partie de l'infrastructure physique a été dégradée, le pays a conservé un noyau de fonctionnaires et de professionnels, et d'autres personnes sont prêtes à retourner travailler si la paix retrouvée perdure. Enfin, depuis la fin des hostilités et le retour du gouvernement légitime, la Côte d'Ivoire a commencé à retrouver son statut de centre économique de l'Afrique francophone - un statut qui est confirmé par le retour

du siège de la Banque africaine de développement, qui avait quitté Abidjan pendant le conflit.

Les recommandations suivantes sont présentées dans l'espoir qu'elles seront prises en compte par les particuliers et les institutions, bien au-delà de la seule communauté environnementale :

1. Mettre de toute urgence un terme à la déforestation permanente ; reboiser à grande échelle, protéger et gérer adéquatement les zones à préserver en priorité

Il ressort clairement de l'analyse présentée dans ce rapport que les forêts du pays ont subi des dégâts importants et généralisés. La dégradation a été la tendance dominante depuis plus d'un siècle, mais elle s'est considérablement accélérée au cours des dix dernières années. Quelques actions bien intentionnées, qu'il s'agisse d'expulsions ou de programme de replantation au niveau local, ne permettront pas d'effacer les dégâts. Le gouvernement doit plutôt examiner la foresterie et les zones protégées *dans leur ensemble*, en tenant compte de tous les facteurs écologiques, agricoles, industriels, socio-économiques et sécuritaires, et ce *sans tarder*. C'est à cette seule condition que le gouvernement pourra alors envisager le plan de 50 ans qui sera nécessaire, et concevoir une approche durable de la gestion des forêts et parcs nationaux du pays.



Le reboisement devrait être une priorité

Une approche stratégique de la gestion des forêts en Côte d'Ivoire doit équilibrer le besoin d'accéder aux terres pour avoir des moyens de subsistance décentes et durables avec la nécessité de protéger suffisamment de zones contiguës aux forêts afin de préserver l'intégrité de l'écosystème. Pour ce faire, il faudrait commencer par s'engager au plus haut niveau à arrêter et à inverser la dégradation des forêts. Cette approche doit mesurer la valeur économique qui a été perdue dans le processus de dégradation, ainsi que celle qui pourrait être générée par l'échange des droits d'émission, le paiement des services écosystémiques et la réduction des émissions de la déforestation. Tout cela doit avoir lieu à l'échelle nationale si l'on veut un plan directeur pour la régénération de l'écosystème et des forêts de la Côte d'Ivoire.

2. Inverser la croissance non durable d'Abidjan

La plupart des grandes villes du monde en développement se sont étendues au cours des dernières décennies ; la croissance d'Abidjan, elle, a été explosive. Mais surtout, elle n'a pas été naturelle car elle n'a pas été motivée par la volonté mais par la peur. Il ne s'agit donc pas d'une croissance durable. Elle a causé des dégâts considérables à l'environnement, notamment le tarissement des sources d'eau souterraines et la pollution importante de la lagune Ébrié. Abidjan n'offre plus la qualité de vie qu'elle avait autrefois. Son infrastructure - de l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la

gestion des déchets à l'éducation et aux soins de santé - a souffert.

Il est encore possible de restaurer la qualité qu'avait autrefois l'environnement d'Abidjan, même si la ville compte aujourd'hui cinq millions d'habitants, mais il faudrait des ressources considérables pour le faire. Plus important encore, il ne s'agirait ni d'une réponse efficace, ni d'une réponse appropriée à cette crise de l'urbanisation. La guerre civile a conduit un grand nombre de personnes vers Abidjan sur un court laps de temps, et une brève période de paix ne suffirait pas à les convaincre de retourner dans l'endroit qu'elles ont fui. De meilleures perspectives économiques, des infrastructures et des services sociaux, et la stabilité à long terme du pays inciteront les habitants à retourner dans leurs anciens foyers. En outre, l'inertie est souvent associée à la suspicion dans ce type de situation ; il faudra donc prendre des mesures d'incitation pour encourager les gens à quitter la ville.

3. Faire de la lagune Ébrié un moteur de la reprise économique à Abidjan

À l'heure actuelle, la lagune Ébrié est un plan d'eau souillé et disgracieux, qui n'offre aucun avantage esthétique ni écosystémique à la population. Toutefois, l'évaluation du PNUE a montré que seul 10 pour cent de la lagune subissait une pression anthropique considérable. La lagune pourrait donc redevenir attrayante.



La lagune Ebrié peut devenir un moteur de croissance en promouvant le tourisme et d'autres activités économiques

Pour permettre la reprise, le gouvernement devrait enlever la pollution qui s'est accumulée, empêcher de nouveaux empiètements sur la lagune et contrôler ou interdire l'utilisation de la lagune comme dépotoir pour les déchets solides et liquides. La reprise ferait non seulement une différence incommensurable dans la vie des citoyens d'Abidjan, mais elle permettrait également de stimuler la croissance économique de la ville. La lagune pourrait toujours fournir des opportunités pour la pêche commerciale et artisanale, des loisirs, des transports aquatiques rapides et efficaces, accueillir le tourisme, et offrir un front de mer digne du centre économique de la région.

Des initiatives politiques non coordonnées pour nettoyer la lagune Ébrié ou pour empêcher l'empiètement ne permettront pas de transformer la lagune, qui est actuellement très polluée, en un moteur principal de l'économie d'Abidjan. *Comme c'est le cas pour les actions de régénération des forêts, les efforts doivent se faire à long terme, et être coordonnés et substantiels.* Le PNUÉ recommande de créer une autorité de la lagune Ébrié, chargée de la planification à long terme. Dans d'autres pays, les autorités ont réussi à assurer une coordination efficace entre les municipalités concernées et les ministères afin d'appliquer des mesures pour améliorer la qualité de l'environnement et la productivité de plans d'eau comme la lagune.

Voie à suivre

De nombreux rapports ont déjà abordé les questions examinées individuellement au cours de la présente étude. Pour les experts qui suivent l'histoire de la

Côte d'Ivoire, les conclusions et les recommandations contenues dans le présent rapport ne seront pas totalement nouvelles. Ce rapport les présente uniquement de manière globale.

Les décideurs en Côte d'Ivoire sont conscients des défis environnementaux auxquels est confronté le pays et des solutions possibles. Cependant, les ressources pour faire face à ces problèmes font cruellement défaut. Le pays sort de plus d'une décennie de conflit et des problèmes urgents nécessitent qu'on y porte rapidement attention, notamment la création d'emploi et la prestation de services sociaux (éducation et santé). Néanmoins, le développement durable à long terme du pays dépend de la durabilité de l'environnementale, un objectif évident mais pas toujours facile à atteindre.

Une importante mobilisation de fonds au niveau national et un soutien international seraient nécessaires pour résoudre les problèmes environnementaux que rencontre la Côte d'Ivoire et qui ont été identifiés dans le rapport. Heureusement, beaucoup de ces problèmes pourraient avoir un retour sur investissement à moyen terme, comme la restauration des parcs nationaux et la promotion du tourisme, et le nettoyage de la lagune Ébrié ainsi que la promotion de toute une série d'activités économiques dans la lagune. L'essentiel est donc de mettre les problèmes environnementaux au premier plan, d'élaborer un certain nombre d'interventions concrètes et de créer les conditions de marché adéquates pour que des capitaux puissent être alloués à ces actions.